

OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DU CHEF D'ÉTABLISSEMENT EN MATIÈRE DE PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

EN ENTREPRISE
OU EN CENTRE
DE FORMATION

Public visé

- Chefs d'entreprises, chefs d'établissement, gérants et cadres disposant d'une délégation de pouvoir, pour organiser la prévention et la protection de la santé et de la sécurité dans l'établissement.

Prérequis

- Utilisation usuelle de la langue française.

Cadre réglementaire de l'action de formation

- Prévention : Articles L4111-1 à L4154-4 du code du travail.
- Délégation et infractions : Articles L4741-1 et suivants, et R4741-1 et suivants du code du travail.
- Responsabilité pénale : Articles 121-1 et 121-3 du code pénal.

Durée de l'action

- 14 heures en format standard.
- Durée de 7 heures à 35 heures possible, selon le niveau de connaissances souhaitées en sortie de formation.

Nombre de participants par groupe

- 8 personnes maximum.

Sanction de l'action

- Fiche individuelle de suivi précisant les résultats obtenus, les mises en situation réalisées, et comportant un avis du formateur à l'attention de l'employeur, relatif aux capacités évaluées.

Contenu théorique

■ Introduction au droit du travail, civil et pénal

- Responsabilité du chef d'entreprise et de l'encadrement :
 - Responsabilité civile et pénale, délégation de pouvoir.
 - Infractions, délits pénaux et sanctions pour manquement à une obligation de sécurité, faute inexcusable du chef d'établissement.
- Jurisprudences et exemples de jugements.

■ Responsabilité en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

- Le code du travail (quatrième partie et textes complémentaires) :
 - Principes généraux de prévention.
 - Revue de mesures de protection contre tous les risques de l'établissement.
- Aptitude des travailleurs :
 - Formations obligatoires et recommandations CNAMTS.
 - Habilitations et autorisations.
- Organisation et acteurs de la prévention :
 - Le comité social (privé ou public).
 - Le document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP).
 - Les relations entre entreprises extérieures et entreprises utilisatrices (PP, PS, PGC, PPSPS).

■ Outils visant à améliorer la sécurité

- Méthode d'analyse des accidents du travail.
- Présentation des sources documentaires de l'INRS.
- Les systèmes de management de la sécurité.

Contenu pratique

- Exercices d'analyse de l'organisation du travail in situ ou sur vidéos.
- Rédiger un plan du document unique adapté à son entreprise.

Informations légales et conditions nécessaires à la formation

Codes de la formation

- **Formacode** : 42866 – Santé sécurité travail.
- **NSF** : 344 – Sécurité des biens et des personnes, police, surveillance (y compris hygiène et sécurité).

Objectif pédagogique général

- A la fin de cette formation, l'apprenant doit être capable d'exercer sa fonction en connaissance des règles de santé et de sécurité fixées par le code du travail, et des principes de droit pénal et de droit civil.

Analyse des besoins des bénéficiaires

- Le programme de cette formation est standard, et non-personnalisable. Il incombe au préalable au commanditaire de définir la durée adéquate, avec le conseiller commercial de l'organisme de formation, en fonction des aptitudes des bénéficiaires.
- Une évaluation diagnostique réalisée par le formateur confirme ou infirme l'analyse préalable. Le cas échéant, un complément de formation peut être recommandé par le formateur.

Moyens d'encadrement

- Organisme de formation déclaré à la DRIEETS disposant d'un Service Relations Clients, d'un Service Qualité, et d'une équipe pluridisciplinaire de formateurs.
- Organisme titulaire du certificat QUALIOPi réglementairement exigé pour les développeurs de compétences.
- Formation en présence physique (nous consulter pour les modules théoriques possibles à distance).

Moyens et méthodes pédagogiques

- Formateurs en prévention des risques professionnels, titulaires d'une attestation de compétence délivrée par l'organisme à l'issue d'une validation de leur aptitude à enseigner le sujet.
- Supports d'animation pédagogique standardisés, utilisés en vidéo-projection.

Modalités d'évaluation individuelle des acquis

- Evaluation diagnostique théorique et sommative théorique (quizz en ligne accessible via le smartphone de l'apprenant).
- Evaluation formative théorique par questionnement oral.
- Evaluation formative pratique et sommative pratique, au moyen de mises en situation d'application des enseignements.
- A l'issue de la formation, le formateur formule un avis écrit quant aux capacités acquises de l'apprenant.

Moyens techniques requis

- Pour les apports théoriques : salle de cours, chaises, tables, mur clair pour projection, tableau papier ou effaçable.
- En cas de formation dans notre centre, ces moyens sont à notre charge. En cas de **formation intra-entreprise**, ils doivent être **garantis par l'employeur** des bénéficiaires. Les appareils et installations doivent être conformes à la réglementation sans quoi **la formation ne pourra pas avoir lieu**.

Sécurité

- En cas de formation intra-entreprise, les moyens alloués à la formation devront être présentés au formateur dès son arrivée, afin de vérifier leur adéquation aux impératifs techniques et de sécurité réglementaires. Nos formateurs ont la délégation pour signer les plans de prévention.

Accessibilité (handicap)

- Notre centre de formation est accessible aux personnes en situation de handicap.

Délai de réalisation et tarif

- Inter / Intra / Groupe / Individuel : sur devis, nous consulter.

Qualité de la prestation

- Toute variante souhaitée doit faire l'objet d'un programme sur mesure.
- La qualité de notre intervention ne saurait être garantie si le nombre de participants, la durée pédagogique effective et les moyens techniques requis ne sont pas respectés.